

CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DES DEUX-SEVRES
1, rue de l'angélique
Parc d'activités de l'Ebaupin
CS 30000 BESSINES
79041 NIORT Cedex 9



ACCORD-CADRE N°2025/01/YP/001
FOURNITURE DE MATERIEL INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIQUE

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES**

Article 1 : Dispositions générales de l'Accord-Cadre

1-1 Objet

Le présent accord-cadre a pour objet l'acquisition par la Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Deux-Sèvres de fournitures et matériels informatiques et technologiques.

Ce marché comporte deux lots :

- Lot 1 : Fourniture de matériel informatique et technologique neuf.
- Lot 2 : Fourniture de matériel informatique et technologique d'occasion.

1-2 Durée

La durée de l'accord-cadre est de 4 ans fermes à compter de sa date de notification.

1-3 Forme

Il s'agit d'un accord-cadre multi-attributaire mixte : exécuté pour partie par l'émission de bons de commande et donnant lieu à la passation de marchés subséquents.

Trois candidats seront retenus et désignés comme titulaires de l'accord-cadre.

- Les bons de commande concernant des articles référencés au BPU seront adressés au candidat le mieux-disant désigné titulaire n°1.
- Les marchés subséquents donneront lieu à une remise en concurrence des 3 titulaires. Dans le cas d'un besoin récurrent, un nouveau BPU sera contractualisé avec le candidat qui remportera ce marché subséquent.

1-4 Montants

Le présent Accord-Cadre fixe les montants h.t. minimum et maximum suivants :

Objet	Montant minimum	Montant maximum
Lot 1 Neuf	30 000€	120 000€
Lot 2 Occasion	5 000€	20 000€

Article 2 : Bons de commande

Le candidat désigné comme ayant remis l'offre la plus économiquement avantageuse selon l'application des critères explicités au **5.2** du RC se verra attribuer, sur la base du BPU, la totalité des bons de commande pendant la durée de l'AC.

Ils seront adressés par le Service Environnement, Achat et Immobilier par mail et mentionneront les éléments suivants :

- La liste et les quantités d'articles,
- Le lieu et les horaires de livraison impératifs,
- Le montant total de la commande.

Si le titulaire n°1 vient à être dans l'incapacité ponctuelle de fournir un ou plusieurs article(s) du BPU dans les conditions stipulées au marché, le pouvoir adjudicateur s'orientera alors

selon le même procédé vers le candidat classé deuxième, puis si nécessaire vers celui classé troisième.

Si une ou plusieurs référence(s) du BPU vien(nen)t à disparaître, elle(s) sera(ont) substituée(s) par un produit équivalent en termes de performance et de prix.

Les nouveaux besoins pouvant éventuellement apparaître et portant sur la fourniture de produits standards dits de complément feront l'objet d'un marché subséquent. Le titulaire verra ainsi son BPU enrichi.

Ces ajustements devront néanmoins rester à la marge et de faible montant afin de respecter l'équilibre économique général du marché.

Article 3 : Marchés subséquents

Les trois titulaires seront remis en concurrence sous la forme de marchés subséquents dans le cadre de l'apparition d'un nouveau besoin non initialement prévu au BPU.

Ils seront évalués sur la pertinence et le caractère innovant des solutions technologiques et des configurations proposées.

Tous les titulaires devront obligatoirement remettre une offre pour chaque marché subséquent et l'offre la mieux disante sera retenue pour exécuter la prestation, par application des critères pondérés suivants :

- Qualité et pertinence de 10 à 50 points
- Délai et garantie de 10 à 50 points
- Prix de 40 à 80 points

Le candidat présentera dans son mémoire technique les références clients et autres documents permettant au pouvoir adjudicateur de juger sa capacité à assurer ce genre de prestation.

Si les matériels alors fournis impliquent pour le client l'approvisionnement en consommables ou produits liés, le subséquent pourra donner lieu à un marché à bons de commande dont la durée ne saurait dépasser l'échéance du présent accord-cadre.

Article 4 : Pièces constitutives de l'Accord-Cadre

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG – FCS, les pièces contractuelles de l'Accord-Cadre et des Marchés Subséquents sont les suivantes, par ordre décroissant de priorité :

- L'Acte d'Engagement (AE),
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP),
- Le Bordereau de Prix Unitaires (BPU) ayant valeur contractuelle pour les prix unitaires et les durées de garantie annoncés,
- Le mémoire technique remis par le titulaire dans son offre comprenant notamment les fiches techniques des produits proposés dans le BPU,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux Marchés de Fournitures Courantes et Services (CCAG FCS), en vigueur à la date d'établissement du prix tel que défini à l'Acte d'Engagement.

Les pièces constitutives et contractuelles des marchés subséquents seront précisées lors de la procédure de consultation en fonction de l'objet du marché.

Article 5 : Prix

5-1 Nature des prix

S'agissant d'un marché de fournitures, les prix sont unitaires et intègrent l'ensemble des frais inhérents à l'exécution des prestations.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à faire bénéficier le pouvoir adjudicateur des promotions, remises exceptionnelles ou toutes autres animations commerciales, dès lors que les conditions deviendraient plus avantageuses que celles prévues au BPU et pourvu que les produits proposés ne se substituent pas aux produits présentés au BPU et que les conditionnements proposés soient conformes aux besoins des équipements et services du pouvoir adjudicateur.

5-2 Révision des prix

5.2.1 – partie à bons de commande :

Pour la partie à bons de commande, les prix sont révisables à chaque date anniversaire de l'Accord-Cadre. Le cas échéant, le titulaire transmet au pouvoir adjudicateur le bordereau de prix unitaires révisé dans les deux mois précédant la date de reconduction du présent accord-cadre. Passé ce délai, les prix publics ainsi que les prix du BPU de la période précédente sont applicables jusqu'à la prochaine reconduction de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de trente jours à compter de la réception de la nouvelle tarification du titulaire pour accepter ou refuser les nouvelles conditions tarifaires. Passé ce délai, lesdites conditions sont réputées admises par le pouvoir adjudicateur.

Les bons de commande sont établis sur la base du bordereau de prix unitaires révisé. Si l'établissement des prix évolue entre l'émission des bons de commande et la livraison effective des fournitures et prestations, le titulaire applique la nouvelle tarification sur ses demandes de paiement en joignant à ces dernières son nouveau barème dûment accepté au préalable par le pouvoir adjudicateur.

5.2.2 – marchés subséquents :

Dans le cas des marchés subséquents lancés à la survenance de besoins ou de projets ponctuels, les prix exprimés seront fermes.

Si ces marchés concernent pour tout ou partie des besoins récurrents et prennent la forme de marchés à bons de commande, un nouveau BPU sera constitué pour lequel la nature des prix dépendra alors de la durée du marché :

- Si la durée n'excède pas un an les prix seront fermes.
- Si la durée excède un an (sans toutefois excéder la date de fin de l'Accord-Cadre), les prix seront révisables selon les conditions explicitées dans le **5.2.1**.

5-3 Clause butoir

L'évolution globale annuelle des prix pratiqués au titre de la partie à bons de commande de l'accord-cadre et des éventuels marchés subséquents à bons de commande est limitée à 3% maximum sur le total h.t. du DQE.

Exceptionnellement, le titulaire est autorisé à appliquer une hausse portée à 5% sur certains articles pour lesquelles le prix ne peut pas être maintenu à +3%. Néanmoins, dans tous les cas le total h.t. du DQE devra se limiter à une hausse de 3% par rapport aux tarifs préalablement proposés.

5-4 Clause de sauvegarde

L'accord-cadre pourra être résilié par la personne publique sans indemnité à la date du changement de tarif dès lors que l'évolution globale de l'ensemble des prix pratiqués au titre du présent accord-cadre dépasse les 3% par rapport aux tarifs précédents.

Article 6 : Facturation

Chaque bon de commande et chaque marché subséquent donnera lieu à une facture spécifique.

Celle-ci sera transmise via l'appliquatif **Chorus Pro** en renseignant les éléments suivants :

- Le **numéro de SIRET**, qui identifiera la CPAM en tant que destinataire de la facture : **78145956500037**
- Le **code service n° 583** qui aiguillera la facture vers le bon service ordonnateur.

Les factures devront comporter à minima, en application de l'article D.2192-2, les indications suivantes, conformes au marché :

- Le nom et adresse du Titulaire.
- Le numéro de facture (la numérotation des factures est chronologique et continue).
- Le nom et adresse du destinataire.
- Le numéro du bon de commande.
- Le numéro du présent contrat.
- Le cas échéant, le numéro de son compte bancaire ou postal tel que précisé dans le présent article.
- La date d'émission de la facture.
- Les prestations effectuées, désignation des produit livrés, dates de livraison et quantités.
- Le prix unitaire H.T ou lorsqu'il y a lieu le prix forfaitaire, montant de la T.V.A. et le prix T.T.C.
- Le prix total HT, montant total TVA, prix total TTC.

Article 7 : Règlements

Le règlement sera effectué par virement administratif dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la facture ou le cas échéant à compter de la date de parfaite exécution de la prestation commandée.

Article 8 : Exécution des prestations

8-1 Conditions de livraison

Il sera précisé si les livraisons sont franco de port et dans le cas contraire indiquer le seuil et le montant des frais.

Les délais de livraisons s'entendront :

- Pour la partie à bons de commande à compter de l'émission de celui-ci, par mail ou en ligne sur le site désigné par le titulaire le cas échéant,
- Pour les marchés subséquents à compter de la notification du marché.

Un bon de livraison devra systématiquement être joint et celui-ci devra faire mention, pour chaque article référencé au marché, des références internes à la CPAM indiquées au BPU.

8-2 Sécurité

Les titulaires devront s'engager à respecter les consignes de sécurité et les règles de confidentialité qui leur seront explicitées par le client au début de la prestation, tant en matière de circulation dans les locaux, que de circulation et de comportement à l'extérieur.

Article 9 : Modifications relatives aux titulaires

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire devra impérativement en informer le pouvoir adjudicateur par écrit et communiquer un extrait Kbis mentionnant ce changement dans les plus brefs délais.

Il devra informer le pouvoir adjudicateur de tout projet de fusion ou d'absorption et de tout projet de cession de l'Accord-Cadre dans les plus brefs délais, et fournir les documents et justifications relatifs à ces modifications. En cas d'acceptation de la cession de l'Accord-Cadre par le pouvoir adjudicateur, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert au nouveau titulaire.

Article 10 : Bilans annuels

Les titulaires s'engagent à fournir pour chaque année civile le volume d'achat qu'ils se sont vus attribuer : neuf, neuf dont matériaux recyclés, matériel d'occasion. Le bilan de chaque année civile N sera adressé par mail au client avant la fin du premier trimestre de l'année N+1.

Article 11 : Pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, en cas de retard de livraison le titulaire encourt des pénalités fixées à 50 euros h.t. par jour de retard pour l'ensemble de la commande et plafonnées à 20% du montant total h.t. de la commande.

Egalement, en cas de non fourniture du bilan annuel tel que spécifié dans l'article 10, les titulaires se verront attribués une pénalité fixée à 200 euros h.t.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 300 euros h.t. pour l'ensemble du marché.

Article 12 : Résiliation

La résiliation pour motif d'intérêt général peut être prononcée à tout moment par le pouvoir adjudicateur sans faute du titulaire.

Les motifs de résiliation pour faute sont ceux stipulés dans l'article 32 du CCAG-FCS.

En cas de redressement judiciaire, de procédure de sauvegarde ou de liquidation de l'entreprise titulaire, l'Accord-Cadre est résilié si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire dans les conditions prévues au code du commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du prestataire.

Quelle qu'en soit le motif, la résiliation prend effet à sa date de signification et n'ouvre le droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Article 13 : Assurances

Les entreprises titulaires du présent marché devront avoir contracté toutes les assurances rendues nécessaires dans le cadre de l'exécution des prestations contractuelles et le justifier au moyen d'une attestation mentionnant l'étendue des garanties.

Ces assurances devront être en cours de validité pendant les 4 ans de l'Accord-Cadre.